



Analyses & Evolutions

Tendances écologiques : Investir pour l'environnement

Décembre 2010

Allianz 
Global Investors



Sommaire

| | |
|---|----|
| Tendances écologiques : Investir pour l'environnement | 3 |
| Démographie et croissance économique | 4 |
| L'environnement : une ressource rare | 6 |
| Le changement climatique : Le (plus grand) défi qui nous attend | 6 |
| L'environnement a un prix | 11 |
| Les politiques industrielles deviennent écologiques | 13 |
| Tendances écologiques : une économie qui tourne au vert | 13 |
| Un marché d'avenir : celui de l'énergie éolienne | 14 |
| Le soleil : source d'énergie du futur | 14 |
| Récupération des matières premières : déchets et recyclage des déchets | 16 |
| L'eau : des besoins importants en investissements pour préserver les niveaux de vie | 17 |
| Conclusion | 20 |

Tendances écologiques : Investir pour l'environnement

Le changement climatique est là pour nous rappeler que l'environnement lui-même devient une ressource de plus en plus rare qui a un « prix ». Investir dans les tendances écologiques, c'est investir dans l'environnement.

Ces dernières années, l'environnement est devenu un thème d'investissement de plus en plus d'actualité. Trois grandes tendances permettent d'expliquer ce phénomène :

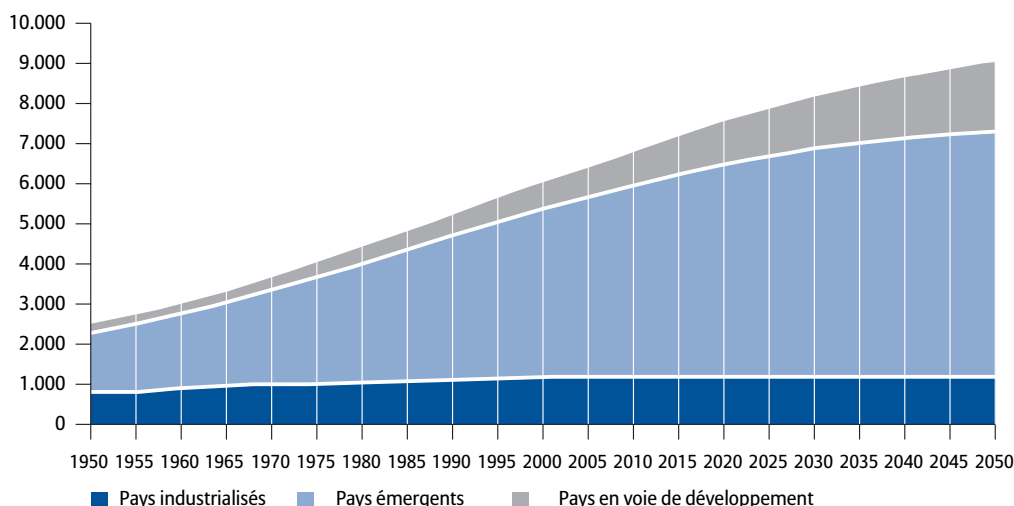
1. **Croissance économique et augmentation de la population** entraînent à leur tour une hausse de la demande de matières premières.
2. Les **matières premières, en quantités limitées**, deviennent encore plus rares sous la pression de la demande.
3. Les **changements climatiques** font de l'environnement lui-même une ressource rare.

Summa Oeconomica:

- La population mondiale augmente, le monde se développe, les matières premières se font de plus en plus rares; il est indispensable d'identifier de nouvelles sources d'énergie même si celles actuellement disponibles peuvent et doivent être utilisées de manière plus efficace.
- Parallèlement, les individus sont de plus en plus sensibilisés aux facteurs environnementaux. L'environnement est désormais perçu comme une source d'énergie renouvelable, mais également comme une ressource qui n'est pas inépuisable.
- Le changement climatique ravive l'urgence de la protection de l'environnement, promise à devenir, sans aucun doute, le plus grand défi à relever dans l'avenir.
- L'environnement a un prix : l'introduction de droits d'émission de gaz carbonique (CO₂), l'augmentation du prix des matières premières et le changement climatique font peser un risque sur l'activité des entreprises. Progressivement, l'environnement apparaît comme un facteur de coût et un facteur de risque.
- Les politiques industrielles deviennent plus écologiques : les énergies renouvelables deviennent très présentes dans l'esprit des décideurs politiques, ce qui va contribuer au développement des technologies de l'environnement.
- Les investisseurs tournés vers l'avenir doivent s'interroger sur la façon de tirer parti de ces tendances écologiques à long terme, tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Diagramme n° 1 : Forte croissance dans les pays émergents

Population mondiale entre 1950 et 2050 (en millions)



Source : Perspectives de l'ONU sur les chiffres de population mondiale, révision de 2009 ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Démographie et croissance économique

Les Nations Unies (ONU) estiment que la population mondiale va augmenter de 2,6 personnes toutes les secondes. Entre 2010 et 2050, cette population pourrait croître d'environ 2,5 milliards d'habitants. Les pays industrialisés connaissent une augmentation démographique beaucoup moins dynamique que les pays émergents, notamment ceux en voie de développement. Les Nations Unies prévoient qu'entre 2005 et 2050, la part que représentent les pays industrialisés dans la population mondiale passera de 19 % à 14 %. Celle des pays émergents restera probablement au niveau de 68 % tandis que celle des pays en voie de développement progressera jusqu'à 19 %.

Mais ce n'est pas tout : une prospérité croissante devrait combler cet écart. Dans l'une de ses études, la Banque mondiale estime que d'ici à 2030, la Chine et l'Inde regrouperont 44 % environ des personnes faisant partie de la classe moyenne dans le monde (personnes dont le revenu est compris entre 4 000 et 17 000 dollars américains (USD)).

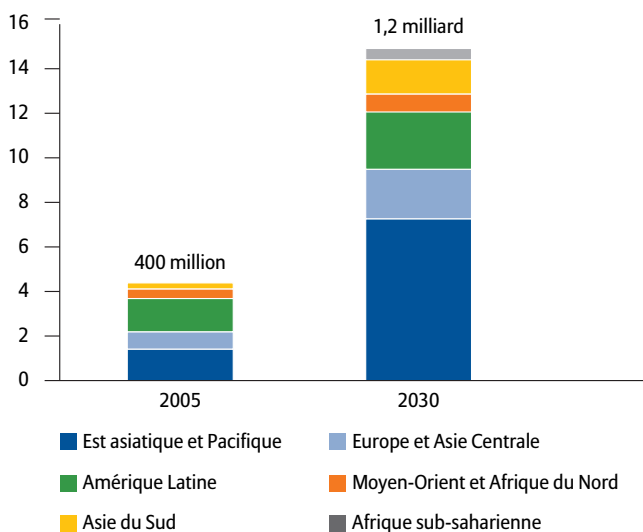
¹ Organisation pour la Coopération et le Développement Économique

Toujours selon la Banque mondiale, dans les décennies à venir, le revenu réel par habitant augmentera deux fois plus vite dans les pays à faibles revenus que dans les pays à hauts revenus (pays de l'OCDE¹). Cela ne veut pas seulement dire qu'il y aura plus de consom-

Diagramme n° 2 : Croissance rapide de la classe moyenne

Les revenus de la classe moyenne se situent entre 4 000 et 17 000 USD par habitant (à parité de pouvoir d'achat)

Part de la population mondiale en %



Source : Banque mondiale, Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Urbanisation - l'avenir appartient aux villes.



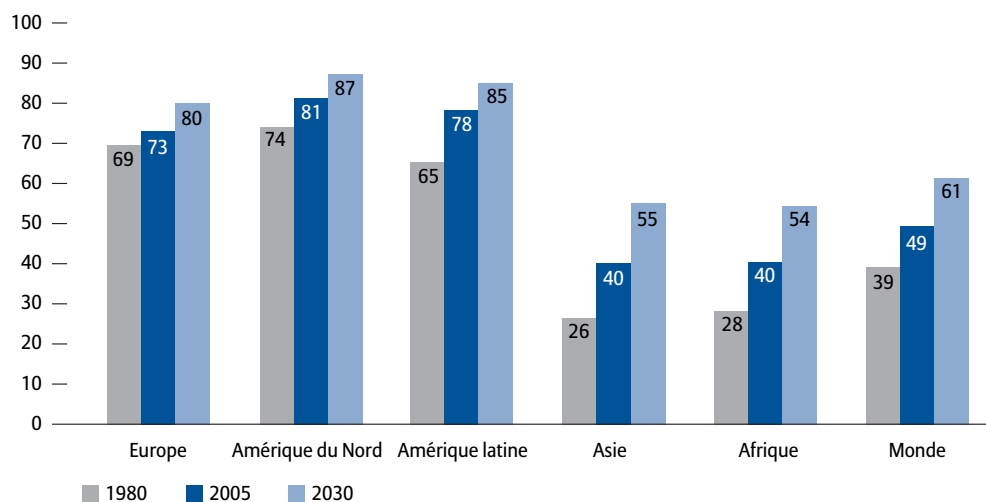
mateurs. Cette accroissement de la prospérité économique signifie également que le comportement de ces consommateurs va évoluer et que ce faisant, ils pourraient être demandeurs de biens d'une plus grande valeur.

Cette tendance se reflète également au travers du développement de l'urbanisation. Alors qu'en 1980, 39 % des habitants de notre planète vivaient dans des villes, ils étaient 49 % en 2005. Selon les Nations Unies, d'ici 2030, ce ne sont pas moins de 61 % des habitants

de la planète qui vivront dans des villes. En Europe (73 %), en Amérique du Nord (81 %) et en Amérique latine (78 %), le pourcentage d'habitants vivant en ville est déjà élevé, mais il pourrait encore augmenter d'ici 2050. Cependant, l'Asie et l'Afrique connaissent un développement incroyablement rapide et d'ici 2050, plus de la moitié de leur population devrait vivre en ville, contre 40 % en 2005. La tendance est donc claire : l'avenir appartient aux villes. Il devrait aussi s'ensuivre une augmentation du pouvoir d'achat.

Diagramme n° 3 : Urbanisation – l'avenir appartient aux villes

Part de la population vivant en ville (en %)



D'ici 2030, 61 % de la population mondiale vivra dans des villes.

Source : Perspectives de l'ONU sur les chiffres de la population mondiale, 2005 (variante moyenne),

Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Une comparaison des chiffres de la consommation par habitant des différentes matières premières en Allemagne et en Chine nous donne une bonne indication de l'orientation que nous prenons : alors qu'en moyenne, un Allemand consomme 16 kg d'aluminium par an, un Chinois en consomme seulement 2 kg. Les statistiques nous indiquent qu'un Américain consomme en moyenne près de 24 barils de pétrole alors qu'un Chinois n'en consomme que 3. Il semble très peu probable que la demande s'équilibre aux niveaux actuels de la consommation des Chinois. C'est probablement même l'inverse qui se produira. Ces deux pays servent de simples exemples pour illustrer, d'une part, la situation dans un pays industrialisé, d'autre part, celle dans un pays émergent dont l'économie est en plein essor.

L'environnement : une ressource rare

De nouvelles formes d'énergie ont récemment pris une importance croissante. On s'attend notamment à ce que la part des énergies renouvelables, neutres en CO₂, continue d'augmenter sur le marché mondial de l'énergie. La demande mondiale d'énergie progresse de concert avec la croissance démographique alors que les sources

d'énergie traditionnelles, comme le pétrole et le gaz, sont limitées. L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) estime que d'ici à 2035, la demande mondiale d'énergie augmentera probablement de 45 %. Cette progression de la demande proviendra, pour l'essentiel, par des pays d'Asie, notamment de Chine. Selon le Conseil Mondial de l'Énergie (CME), d'ici à 2050, la part mondiale des sources d'énergie renouvelables devrait passer de son niveau actuel de 7 % environ à près de 30 % (voir Diagramme 4). Le CME estime également qu'en 2010, le marché des énergies renouvelables représente 635 milliards de USD. D'ici à 2020, il devrait atteindre 1 900 milliards de USD.

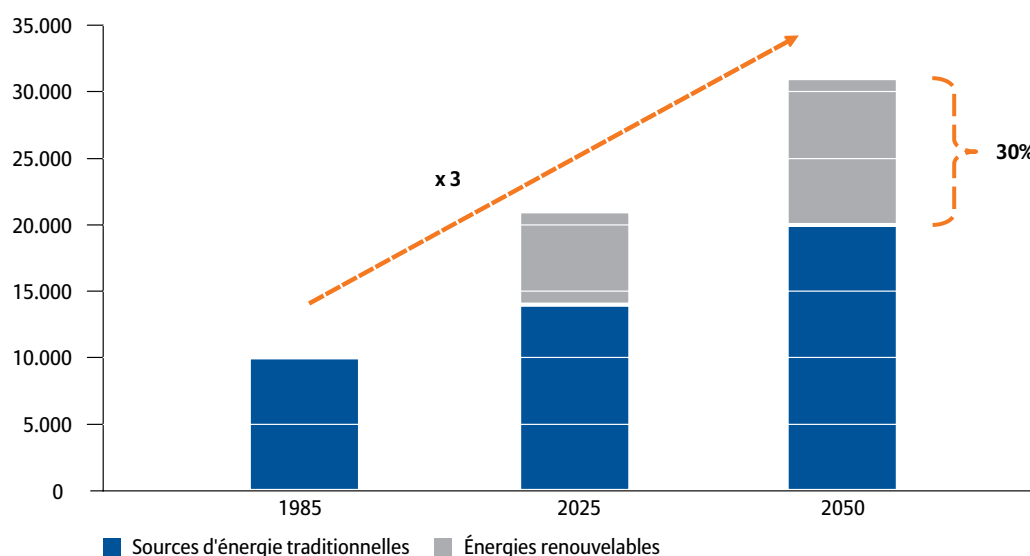
Le changement climatique : Le (plus grand) défi qui nous attend

À la différence de ce qui se passait il y a quelques années, le débat sur le changement climatique ne tourne plus autour de la question de sa réalité et ni de ses responsables. Les faits sont désormais bien connus :

- Les années 2001 à 2007 figurent parmi les 10 années les plus chaudes que la planète ait enregistrées depuis 1880 (voir Diagramme 5).

Diagramme n° 4 : Consommation d'énergie durable grâce aux énergies renouvelables

Échelle : Production d'électricité (en térawatt-heure (Twh) par an)

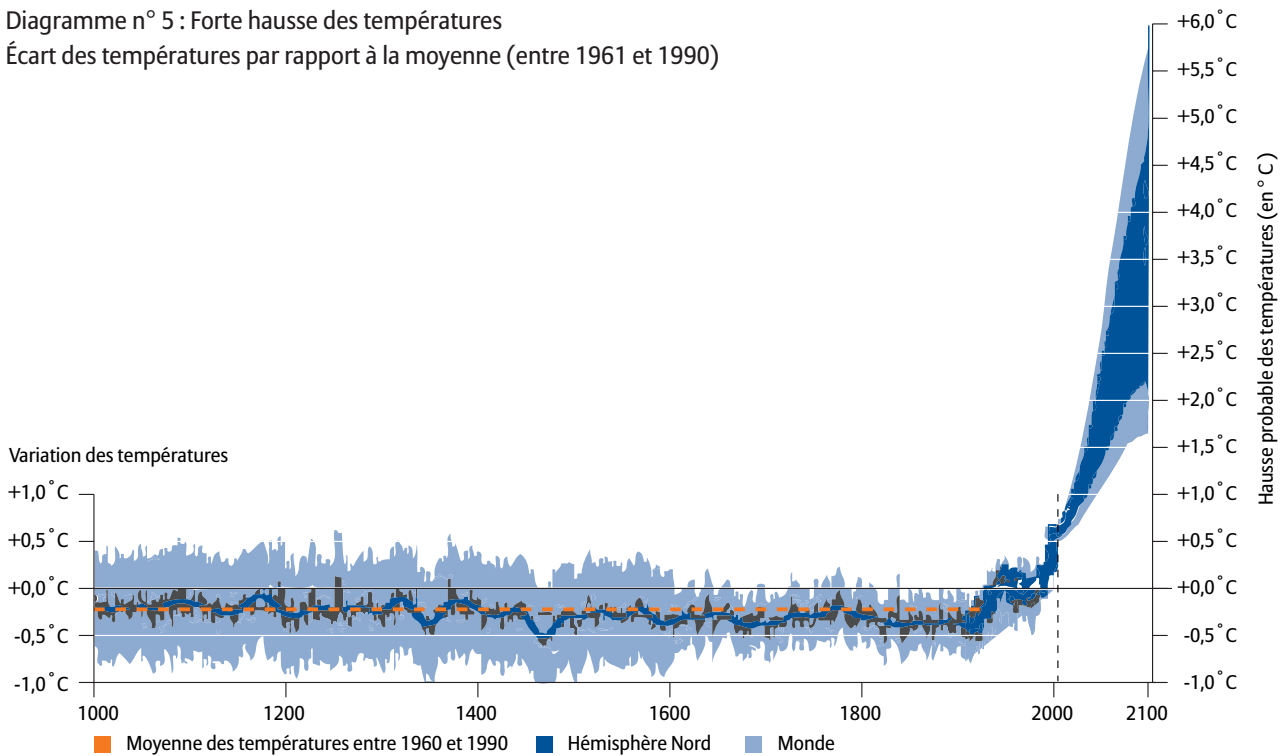


Source : Conseil Mondial de l'Énergie ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

- Le niveau des mers s'est élevé de 19,5 cm entre 1870 et 2004.
- Une étude de 2008 du Global Carbon Project révèle que les émissions de CO₂ ont augmenté quatre fois plus vite entre 2000 et 2007 qu'au cours de la décennie précédente.

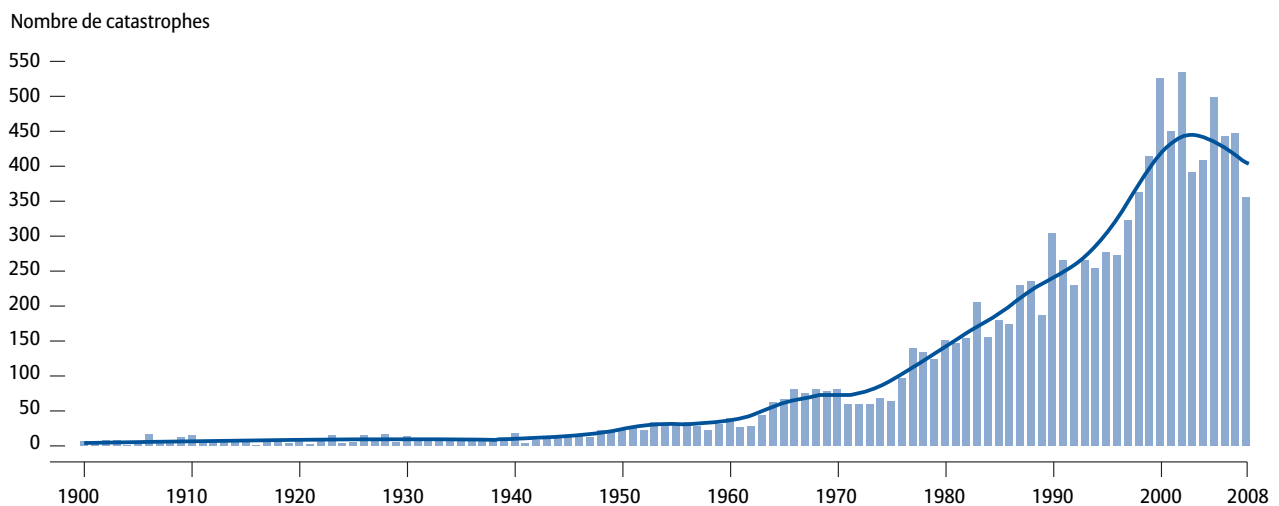
Ces dernières années, les événements météorologiques extrêmes tels que les ouragans et les inondations ont connu une augmentation disproportionnée. Selon le Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED), on comptait au tournant du siècle entre 500 et 550 catastrophes naturelles par an. Même si ce nombre a effective-

Diagramme n° 5 : Forte hausse des températures
Écart des températures par rapport à la moyenne (entre 1961 et 1990)



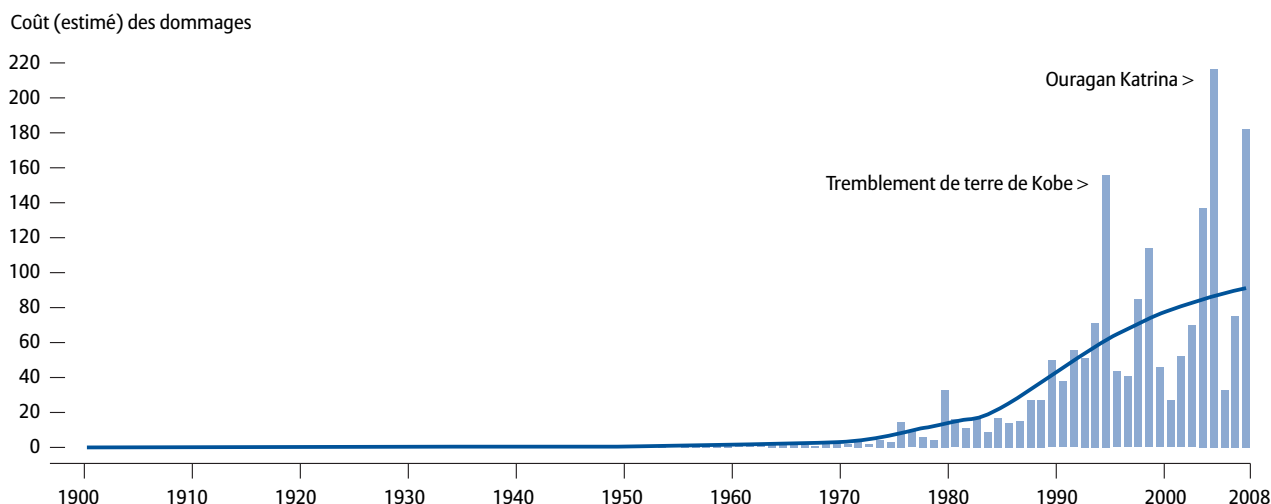
Source : Groupe de travail n°1 au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Changement climatique entre 2001 et 2007 ;
Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Diagramme n° 6 : La forte augmentation des catastrophes naturelles dans le monde ...



Source : Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED) ; Présentation: Analyse des Marchés Capitaux

Diagramme n° 7 : ... conduit à une augmentation des coûts
Catastrophes naturelles signalées entre 1900 et 2008



Source : Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED) ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

ment baissé pour se situer entre 300 et 350 en 2008, la tendance générale depuis 1900 est sans ambiguïté, comme le montre le Diagramme 6 ci-dessus. Qu'il s'agisse d'ouragans, d'inondations ou d'accidents dûs à des températures extrêmes, l'avenir pourrait être jalonné de catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes.

Le Diagramme 7 montre à quel point des conditions climatiques extrêmes peuvent avoir un coût élevé pour les entreprises. Si, jusqu'à la fin des années 1980, ce coût était encore relativement faible, au tournant du siècle, il a grimpé en flèche pour atteindre plus de 200 milliards de USD par an. Économie et écologie ont donc des intérêts

Le changement climatique : Le (plus grand) des défi qui nous attendent.



communs, en l'occurrence la réduction de la pollution, l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et un usage plus efficace des ressources existantes.

Les préoccupations environnementales se reflètent en particulier dans le changement climatique et les efforts associés pour réduire les gaz à effet de serre dont il ne fait plus de doute qu'ils sont à l'origine de la hausse des températures. Les années 2001 à 2007 figurent parmi les 10 années les plus chaudes enregistrées sur la planète depuis 1880 (voir Diagramme 5). Les prévisions de variation des températures varient en fonction des différents scénarios envisagés en termes d'émissions futures de gaz à effet de serre :

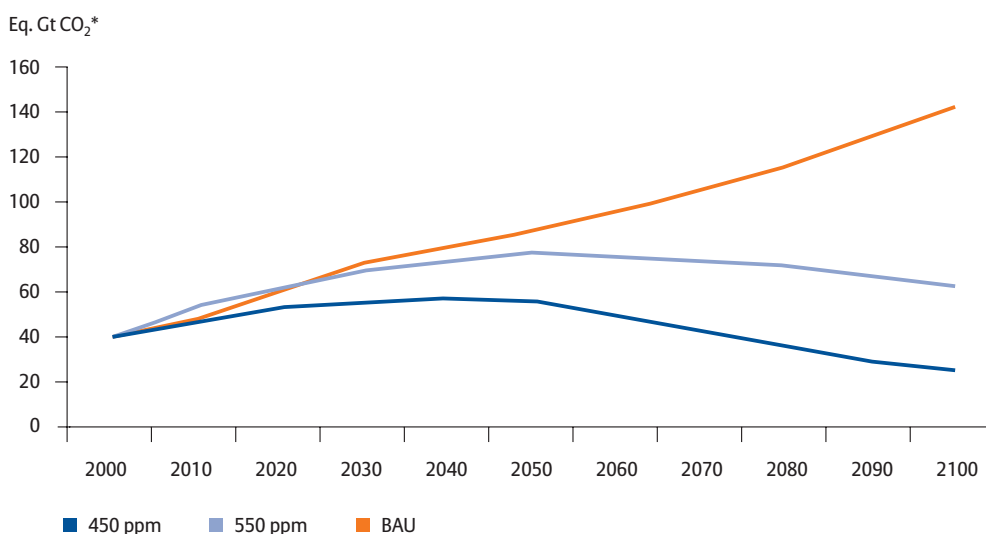
- Une réduction significative des concentrations de gaz à effet de serre jusqu'à 450 ppm (parties par million) entraînerait une augmentation maximale des températures située entre 1 et 3° C.
- Une réduction modérée des concentrations de gaz à effet de serre jusqu'à 550 ppm entraînerait une augmentation maximale des températures située entre 2 et 4° C.
- Aucune réduction des gaz à effets de serre (scénario du type « poursuite des activités telles qu'en l'état ») signifierait une concentration de ces gaz à effet de serre supérieure à 600 ppm, qui se traduirait par une augmentation des températures de 3 à 6° C.

Compte tenu de la vitesse à laquelle progresse le changement climatique, le monde est en train d'essayer de trouver des solutions permettant de se diriger vers un scénario de réduction des émissions à 450 ppm.

Pour atteindre cet objectif, 177 pays se sont engagés, dans le cadre du Protocole de Kyoto², réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2012, à des niveaux au moins inférieur

² Le Protocole de Kyoto est un protocole rattaché à la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), ayant pour objectif la lutte contre le réchauffement climatique. La CCNUCC est un traité environnemental international ayant pour objectif de « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui préviendrait une interférence anthropogénique dangereuse avec le système climatique. (Source : Wikipédia)

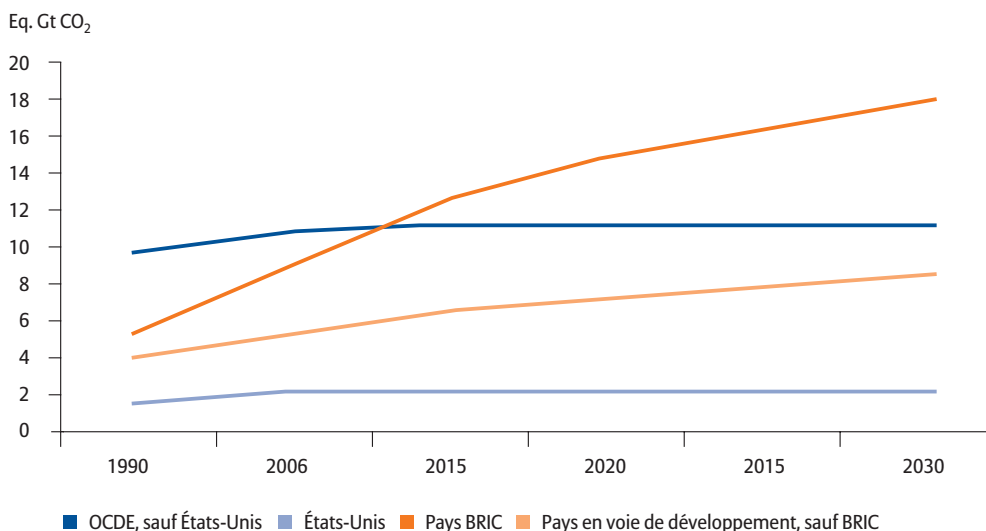
Diagramme n° 8 : Objectif poursuivi – réduire les concentrations de gaz à effet de serre
Évolution des émissions de CO₂ en fonction de différents scénarios



Source : Deloitte, GIEC ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

*Eq. Gt CO₂ = équivalent gigatonnes CO₂

Diagramme n° 9 : Prévisions d'émissions de CO₂ pour différents pays
Niveaux des émissions par région en 2030



Source : Perspectives sur l'économie mondiale de l'OCDE ; présentation : Analyse des Marchés Capitaux

de 5 % à ceux de 1990. L'Union européenne (UE) souhaite même aller plus loin et vise une réduction de 8 %. Les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et l'Australie (qui a désormais ratifié le Protocole de Kyoto) essayent également de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Dans son rapport « World Energy Outlook », l'Agence Internationale de l'Énergie, a dressé, dans leurs grandes lignes, les niveaux d'émissions par grande région du monde d'ici 2030 : les pays de l'OCDE (hors États-Unis) enregistrent déjà des progrès par rapport à leur engagement de réduire leurs émissions de CO₂ sur le long terme. Les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) enregistrent, en revanche, la plus forte progression de ces émissions, sachant que dans ces pays, les émissions de gaz à effet de serre devraient pratiquement doubler d'ici à 2030 (voir Diagramme 9).

Sur la base des hypothèses avancées dans le rapport « RECIPE » (Report on Energy and Climate Policy in Europe), une étude conjointe de la fondation pour l'environnement World

Wildlife Fund (WWF) et du Groupe Allianz, si aucune mesure n'est prise pour protéger le climat, les émissions de CO₂ devraient augmenter de 2 500 gigatonnes (Gt) d'ici à 2050, ce qui ferait grimper les températures au niveau mondial de 7° C au-dessus de leurs niveaux d'avant l'ère industrielle. La « Stern Review »* qui s'est intéressée au coût économique du changement climatique indique, dans ses conclusions, qu'en l'absence de mesures supplémentaires pour protéger le climat, le changement climatique aura pour conséquence une diminution d'environ 5 à 20 % de la production économique mondiale d'ici à 2050. Selon les estimations de l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW), même si des mesures de protection du climat étaient prises à compter de 2025, les dommages causés au niveau mondial par le changement climatique augmenteraient pour s'élever aux environs de 3 800 milliards de dollars d'ici à 2050. Si des mesures du même type étaient prises dès à présent pour un montant représentant à peine 500 milliards de dollars, le coût du réchauffement climatique pourrait être ramené à 1 300 milliards de dollars (voir Diagramme 10).

³ La Stern Review on the Economics of Climate Change est un rapport de 700 pages remis au gouvernement britannique le 30 octobre 2006 par l'économiste Nicholas Stern, titulaire de la chaire de l'Institut de recherche Grantham sur le changement climatique et l'environnement au sein de la London School of Economics. Ce rapport traite de l'impact du réchauffement climatique sur l'économie mondiale. Sans être le premier rapport du genre, il revêt une importance particulière car il s'agit en la matière du rapport le plus conséquent et le plus largement reconnu et commenté.



L'environnement a un prix.

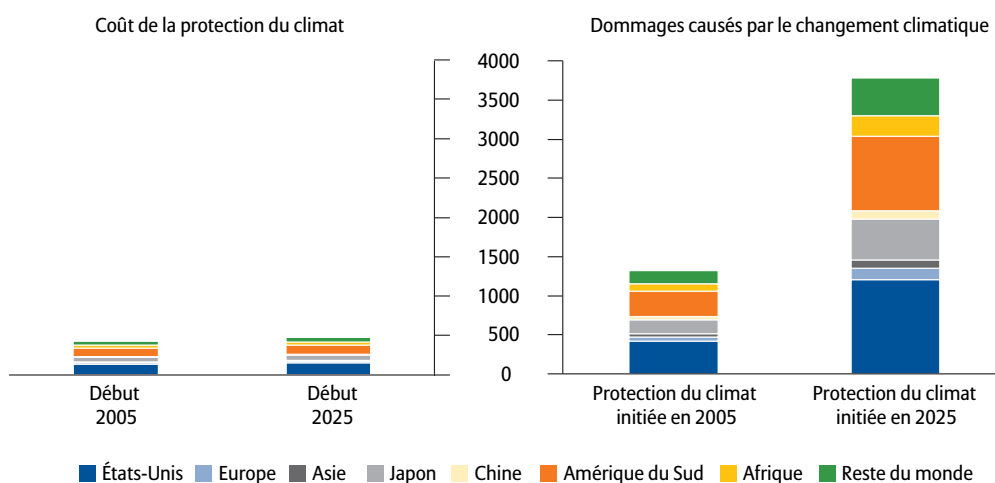
Conclusion préliminaire : L'environnement est en train de devenir une ressource de plus en plus rare. Il a désormais un « prix », à savoir que la consommation de l'environnement est en train de devenir un coût et un facteur de rareté. Les échanges de droits d'émission de CO₂ sont là pour attester de l'internalisation croissante des coûts environnementaux. Les pollueurs sont priés de passer à la caisse.

L'environnement a un prix

Vu que les conséquences du changement climatique peuvent devenir un risque croissant pour l'activité des entreprises, quelque 6 000 entreprises et 475 grands investisseurs institutionnels, représentant en termes d'actifs un montant total de 55 000 milliards de dollars, se sont regroupés dans le cadre du Carbon Disclosure Project (CDP). Ils ne se

Diagramme n° 10 : Écologie et économie poursuivent des intérêts convergents

Coût estimé de la protection du climat et des dommages causés par le changement climatique (dans le monde, en milliards de USD)



Source : Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) ; présentation : Analyse des Marchés Capitaux

contentent pas d'utiliser les mêmes normes pour mesurer les émissions et de tenir compte du changement climatique dans leur processus d'analyse des titres. Ils encouragent également les entreprises à développer leurs propres stratégies de protection du climat et à réduire leurs émissions.

Tous ces facteurs, qu'il s'agisse de l'introduction des droits d'émission de CO₂, du prix croissant des matières premières, du risque économique induit par le changement climatique, contribuent à conférer un coût à la consommation de notre environnement. L'environnement, parce qu'il est désormais reconnu comme une ressource rare, devient de plus en plus un facteur de coût et de risque. Il exige progressivement des acteurs économiques une utilisation plus efficace des ressources naturelles et de l'énergie, et une gestion davantage fondée sur les principes du développement durable. De nouvelles contraintes apparaissent et se mettent en place, qui sont autant de sources de création de valeur et de croissance future que nous décrirons plus loin.

Le système économique mondial a déjà intégré, dans de nombreux domaines d'activité, la prise en compte des thèmes de la protection de l'environnement, de la préservation des ressources et de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), notamment dans les pays industrialisés. Désormais, les processus de consommation, en particulier dans les pays développés, se déroulent sur la base d'un ensemble d'hypothèses par rapport à des critères écologiques et de développe-

ment durable qui témoignent d'un profond changement des mentalités. C'est ainsi qu'aux États-Unis, les ventes de voitures hybrides se sont pratiquement multipliées par quatre entre 2004 et 2008 tandis que plus de 80 % des Britanniques recyclent le papier et le verre. Dans des pays émergents comme la Chine, on a comptabilisé en 2006 environ 51 000 mouvements de protestation dénonçant la pollution de l'environnement. De plus, la consommation « responsable » semble de plus en plus devenir un moteur de croissance dans les autres secteurs économiques. Le marché de l'alimentation biologique est en plein essor, de même que les investissements « verts » et les produits du commerce équitable.



Les politiques industrielles deviennent écologiques

Les énergies renouvelables sont également très présentes dans l'esprit des décideurs politiques, ce qui va probablement contribuer au développement des technologies de l'environnement. L'UE s'est fixé pour objectif d'assurer 20 % de ses approvisionnements en énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2020. La Chine, quant à elle, souhaite satisfaire, dans le même délai, au moins 15 % de ses besoins en énergie à partir de sources renouvelables.

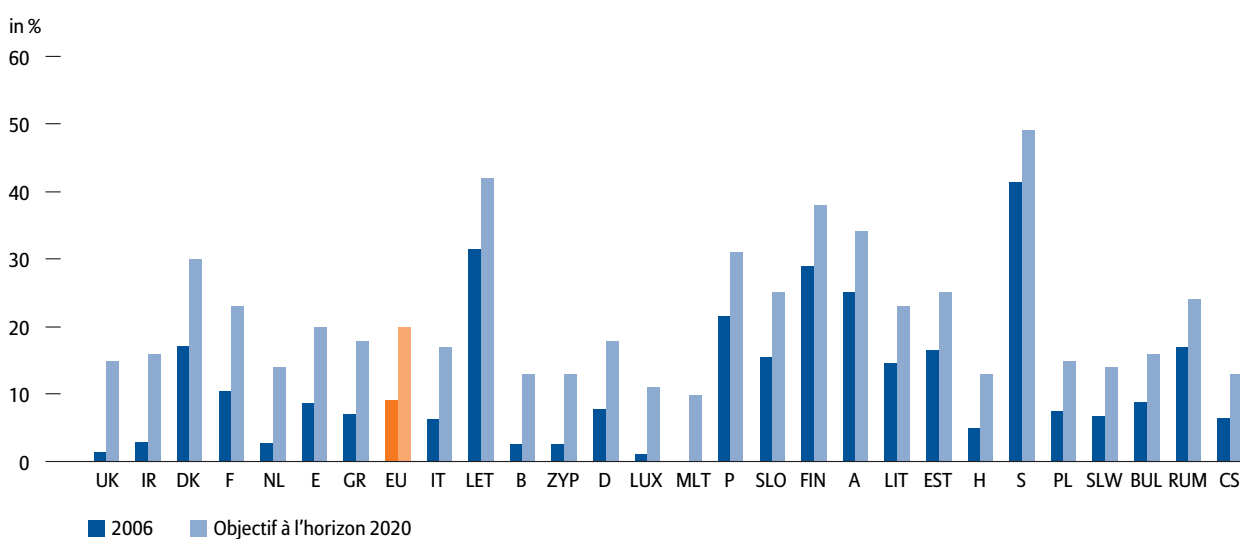
Les investisseurs tournés vers l'avenir doivent s'interroger sur la façon dont ils peuvent tirer parti de ces tendances écologiques à long terme, tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Tendances écologiques : une économie qui tourne au vert

La clé d'une économie soutenue et pérenne semble résider dans l'accroissement de la productivité des ressources et de l'énergie dont elle dispose. En effet, en raison des nouvelles conditions imposées par la mondialisation, des évolutions démographiques, du changement climatique, de la rareté des ressources et d'une sensibilisation croissante à l'environnement et à la responsabilité des consommateurs, il est probable que la poursuite de la croissance continuera d'être assurée sur la base d'un nouvel ensemble d'engagements de nature économique, écologique et sociale. L'expression « tendances écologiques » désigne ainsi les changements structurels à venir de l'économie. Ces tendances recouvrent les sources d'énergie renouvelables comme le solaire et l'éolien, les plus connues, mais il faut y ajouter la biomasse, les énergies géothermiques et les énergies liées à l'eau, notamment l'énergie marémotrice.

Diagramme n° 11 : Objectifs politiques à l'horizon 2020

D'ici 2020, les énergies renouvelables devraient assurer 20 % de l'approvisionnement en énergie de l'UE (contre 9,2 % en 2006)



Source : Commission européenne, Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Index des abréviations : UK – Royaume-Uni, IR – Irlande, DK – Danemark, F – France, NL – Pays-Bas, E – Espagne, GR – Grèce, EU – Union européenne, IT – Italie, LET – Lettonie, B – Belgique, ZYP – Chypre, D – Allemagne, LUX – Luxembourg, MLT – Malte, P – Portugal, SLO – Slovénie, FIN – Finlande, A – Autriche, LIT – Lituanie, EST – Estonie, H – Hongrie, PL – Pologne, SLW – Slovaquie, BUL – Bulgarie, RUM – Roumanie, CS – République tchèque

Un marché d'avenir : celui de l'énergie éolienne

La consommation mondiale d'énergie éolienne a été multipliée par dix au cours des dix dernières années. Cette énergie est utilisée dans plus de 70 pays. La quantité d'énergie d'origine éolienne produite au début de ce siècle était d'environ 18 000 mégawatts (mW). Fin 2009, ce chiffre avait presque atteint les 160 000 mégawatts. Le Conseil Mondial de l'Énergie Éolienne (CMEE) prévoit que d'ici 2030, la capacité de production mondiale dans ce domaine pourrait atteindre 2,4 térawatts (voir Diagramme 12).

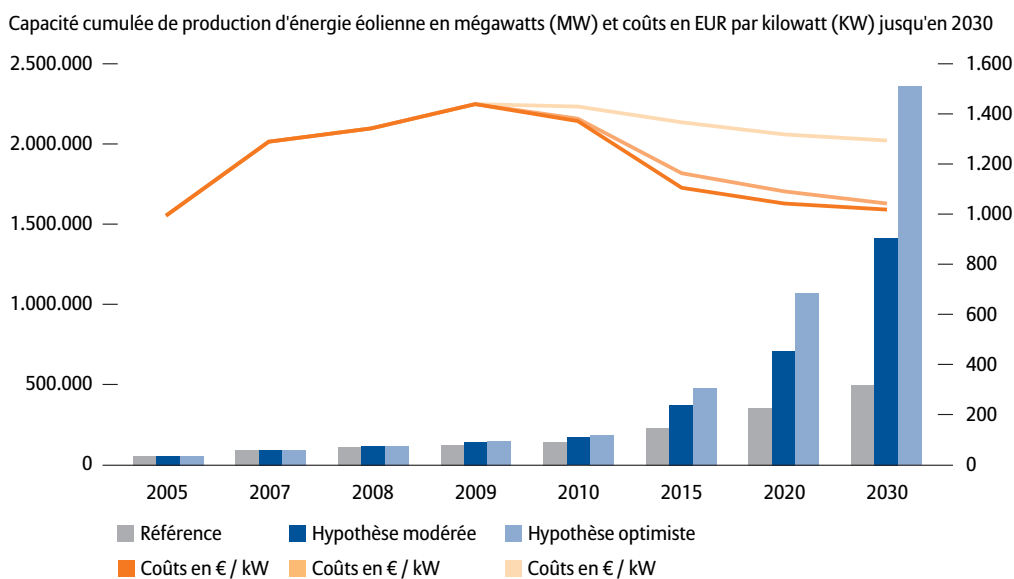
Sur un plan régional, le marché de l'énergie éolienne est dominé principalement par les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et l'Espagne, qui représentaient à eux seuls, en 2009, plus de 60 % de la capacité mondiale cumulée de production d'énergie éolienne. D'ici 2030, selon les estimations du CMEE, la croissance de la production d'énergie éolienne sera probablement davantage le fait des pays d'Asie et d'Amérique latine où les taux de croissance estimés de la production dépassent les 20 %, contre 6 % pour l'Europe et 11 % pour les États-Unis.

La croissance mondiale rapide de la production d'énergie éolienne alimente l'augmentation des investissements annuels sur ce marché d'avenir. D'ici 2030, ces investissements pourraient représenter, au total, jusqu'à 170 milliards de dollars par an, soit une augmentation significative par rapport à 2010. Cette année, ces investissements devraient s'élever à quelque 50 milliards de dollars (dans le cas d'un scénario optimiste). Et ce sont des investissements efficaces. En fonction du scénario avancé par le CMEE, les émissions de gaz à effet de serre pourraient s'en trouver fortement réduites. Dans le meilleur des cas (scénario optimiste), les émissions cumulées de CO₂ jusqu'en 2050 représenteraient un total de 130 milliards de tonnes.

Le soleil : source d'énergie du futur

Le secteur de l'énergie solaire a gagné en rentabilité au fil des ans. Celle-ci n'est pas le seul fait des améliorations rapides qu'a connues cette technologie. Elle résulte également du prix des énergies conventionnelles, comme le pétrole ou le gaz, qui a fortement augmenté. Ce phénomène est suffisamment incitatif pour favoriser le recours à l'énergie

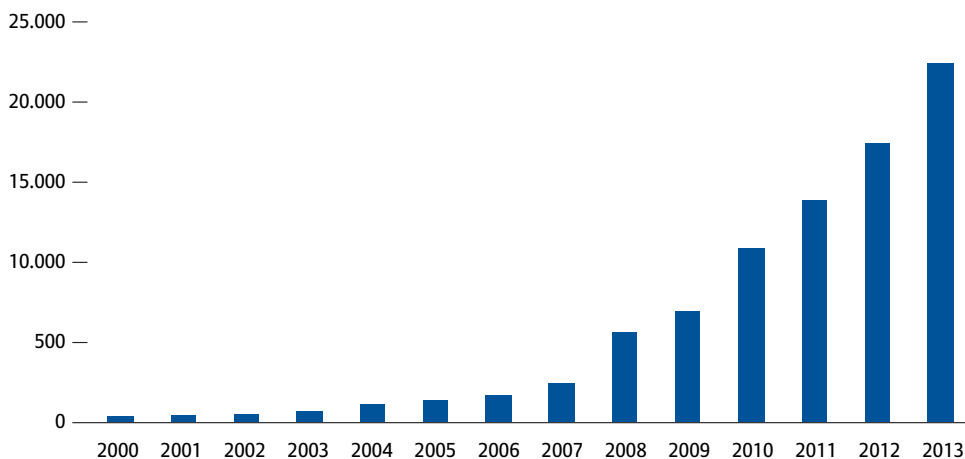
Diagramme n° 12 : Un marché d'avenir - celui de l'énergie éolienne



Source : CMEE ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Diagramme n° 13 : Le soleil, source d'énergie du futur

Nouvelles capacités de production installées à travers le monde (en MWp)



Source : Association Européenne de l'Industrie Photovoltaïque (EPIA), Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

solaire, entièrement gratuite, qui est perçue comme la source d'énergie du futur. Selon l'Association Européenne de l'Industrie Photovoltaïque (EPIA), les nouvelles capacités de production pourraient atteindre un pic à plus de 22 000 mégawatts (MWp) d'ici

à 2013. Ce chiffre est à comparer aux 13 600 MWp prévus pour 2010. Selon une étude du cabinet McKinsey, la capacité mondiale installée de production d'énergie solaire devrait être, d'ici à 2020, de 20 à 40 fois plus importante qu'elle ne l'était en 2008.

De nombreux facteurs incitent à faire de l'énergie solaire celle de l'avenir.

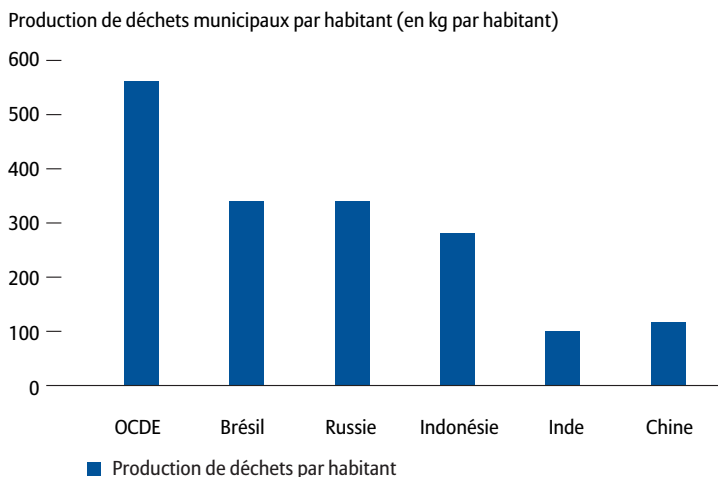


En 2009, les pays d'Europe, principalement l'Allemagne et l'Italie, représentaient près de 77% de la demande mondiale d'énergie solaire, suivis des États-Unis et du Japon (source : Solarbuzz). Mais d'autres pays souhaitent également vivement exploiter le soleil comme source d'énergie. C'est le cas d'Abu Dhabi : d'ici à 2020, cet émirat envisage d'assurer 7% de son approvisionnement en énergie à partir de sources renouvelables.

Récupération des matières premières : déchets et recyclage des déchets

Plus les ressources sont rares, plus ce que l'on appelait avant des déchets prend de la valeur. Le recyclage gagne en importance. Les pays de l'OCDE ont, à eux seuls, produit quelque 650 millions de tonnes de déchets municipaux tandis que les pays BRIC en ont produits 370 millions de tonnes et le monde dans son ensemble 1,6 milliard de tonnes. Le diagramme de répartition montre que dans les pays de l'OCDE, les municipalités ont dû traiter, chaque année, 560 kg de déchets par

Diagramme n° 14 : Production de déchets municipaux



Source : OCDE ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux



habitant (voir Diagramme 14). Le chiffre de la production moyenne de déchets par habitant au Brésil et en Russie est de 340 kg, contre 120 kg en Chine.

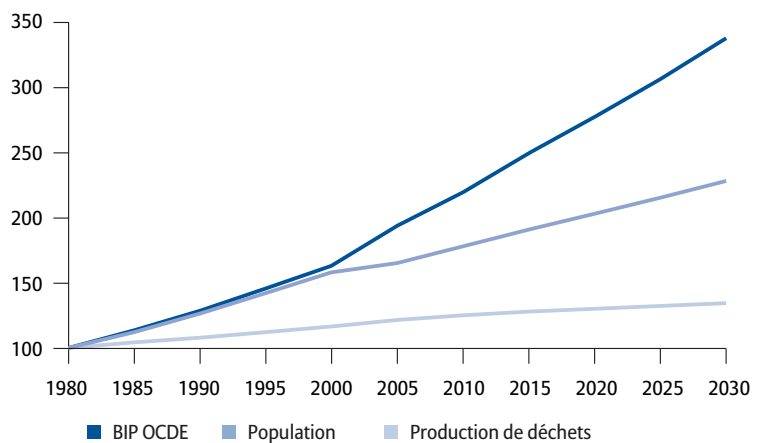
Ces montagnes de déchets vont continuer de croître sans corrélation avec la croissance démographique des différents pays (voir Diagramme 15).

L'eau : des besoins importants en investissements pour préserver les niveaux de vie

L'eau recouvre environ 71 % de la surface du globe. Il n'est, pour l'heure, pas prévu qu'une ressource aussi vitale pour l'humanité se raréfie dans l'avenir. Mais, outre le fait que dans le monde actuel, seules 0,01 % des sources d'approvisionnement en eau sont effectivement disponibles pour une utilisation humaine, il est important de noter ce qui suit :

- Seuls 83 % environ de la population mondiale bénéficie d'un accès à une eau propre, et 58 % à des systèmes d'assainissement;

Diagramme n° 15 : Production de déchets municipaux dans les pays de l'OCDE (entre 1980 et 2030)



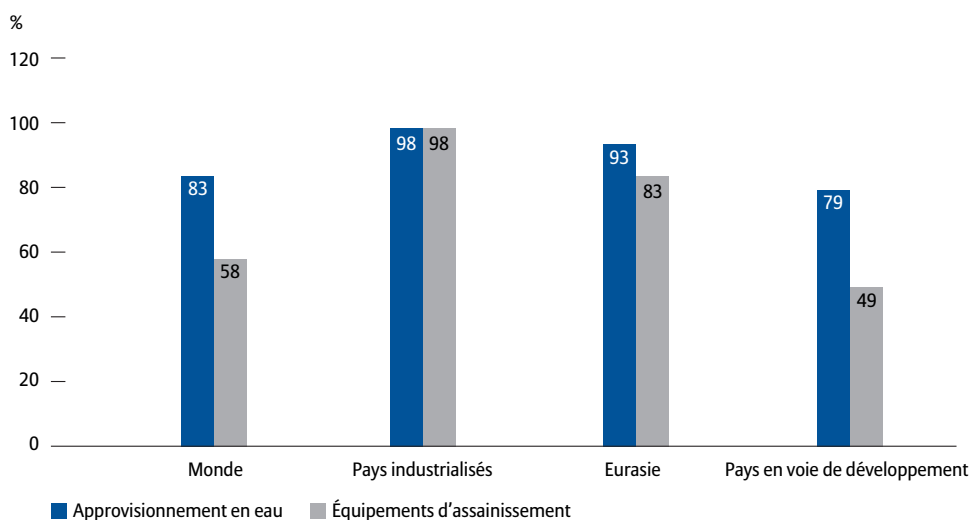
Source : OCDE ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

les besoins les plus immenses semblent se trouver dans les pays en voie de développement ;

- En 2025, le secteur de l'agriculture (qui représente entre 70 et 75 % de la consommation d'eau à travers le monde), l'industrie (20 %) et les ménages (entre 5 et 10 %)

Diagramme n° 16 : Part (en %) de la population bénéficiant d'un accès à l'eau et à des installations d'assainissement

Accès presque total dans les pays industrialisés et besoins d'investissements importants afin de préserver les niveaux de vie



Source : OCDE ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

pourraient à eux tous consommer jusqu'à 40 % d'eau en plus par rapport à leur consommation actuelle afin de maintenir leurs niveaux de vie.

- La quantité d'eau disponible diminue depuis 1950 et continuera probablement de baisser jusqu'en 2030, ce qui signifie que des investissements importants sont indispensables afin de développer de nouvelles sources d'approvisionnement.⁴

Des investissements sont nécessaires, notamment pour améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau. À Londres, par exemple, jusqu'à 50 % de l'eau produite s'échappe par des fuites en raison du vieillissement des conduites qui datent, en partie, du XIX^{ème} siècle. L'OCDE prévoit que sur les 20 prochaines années, des investissements annuels dédiés aux infrastructures,

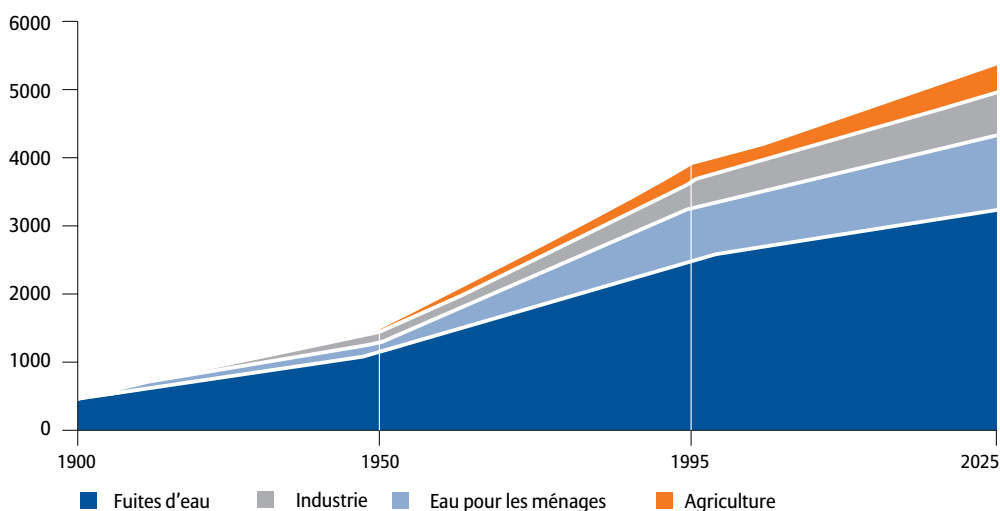
d'un montant supérieur à 600 milliards de dollars, seront nécessaires pour assurer l'approvisionnement en eau. Toutefois, les infrastructures d'assainissement revêtent une importance tout aussi capitale. Les pays émergents sont ceux où les besoins sont les plus grands. La Chine devrait dépenser plus de 200 milliards de dollars d'ici à 2025 ; l'Inde environ 100 milliards de dollars et aux États-Unis, ce chiffre serait de 150 milliards de dollars (source : OCDE).

Conclusion préliminaire : Écologie et économie poursuivent des intérêts convergents. Non seulement l'environnement est devenu une ressource rare qui a un prix, mais cette nouvelle logique écologique a également un sens : si vous voulez faire quelque chose pour l'environnement, vous pouvez, et même devez investir dans l'environnement.

⁴ OCDE : « Infrastructures jusqu'en 2030 », 2006.

Diagramme n° 17 : La consommation d'eau croît rapidement, tout comme les coûts et les investissements dans ce domaine

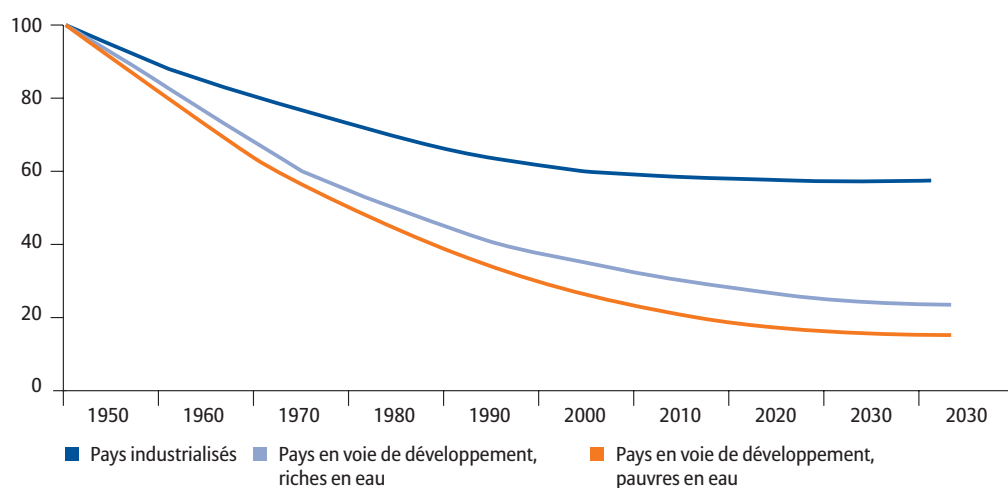
Consommation d'eau par les ménages à travers le monde (en kilomètres cube par an)



Source : OCDE ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Diagramme n° 18 : Les quantités d'eau disponibles continuent de baisser

Quantités d'eau disponibles dans le monde (par habitant et en % par rapport à 1950)



Source : OCDE ; Présentation : Analyse des Marchés Capitaux

Seuls 83 % environ de la population mondiale bénéficie d'un accès à une eau propre



Conclusion

Au cours des dernières décennies, la croissance démographique et l'émergence de nouvelles puissances économiques sont à l'origine d'une croissance considérable de la demande de produits agricoles, de métaux et d'énergie. Il en résulte une emprise sans doute excessive de l'économie sur la planète.

Aujourd'hui, le capitalisme prend conscience qu'il ne peut continuer à se développer durablement sans identifier et mettre en oeuvre les moyens de réduire sa pression sur l'environnement. Ainsi apparaissent et se développent de nouvelles activités, sources de croissance et de profit.

Ces activités sont de trois sortes :

- l'utilisation des ressources renouvelables, comme les énergies solaire, éolienne, hydraulique, etc., et le recyclage de l'eau et des déchets,
- la réduction de la consommation d'énergie, par une amélioration de l'efficacité des bâtiments (isolation), des infrastructures, des moteurs, des carburants,
- les services à l'environnement, tels la certification, la capture et le stockage de CO₂, la dépollution, etc.

Ces nouveaux métiers offrent dès aujourd'hui et à moyen terme des taux de croissance largement plus élevés que la plupart des autres secteurs des économies développées. Un investisseur avisé ne peut que leur accorder un intérêt marqué.

Stefan Scheurer

Pour prolonger la lecture sur le thème du changement climatique :

- Les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) peuvent être consultés sur le site www.ipcc.ch. Des présentations complètes sur le changement climatique peuvent également être téléchargées à partir de ce site.
- Une présentation générale sur le thème du changement climatique, illustrée par de nombreux diagrammes, est également disponible sur le site www.vitalgraphics.net.
- « Information on the subject of 'Climate': basics, history and projections ». Brochure d'information détaillée établie par la Fondation Allianz pour l'Environnement, qui explique les relations complexes au sein de la « machine climatique terre » et fournit une vue d'ensemble sur le passé, le présent et l'évolution du changement climatique (fascicule de 54 pages accompagné d'un CD) : http://www.allianz-umweltstiftung.de/publikationen/wissen/klima_eng/index.html
- L'importance du changement climatique pour l'industrie financière est traitée dans la publication intitulée « Climate Change & the Financial Sector – An Agenda for Action », réalisée conjointement par Allianz et le WWF : http://www.wwf.org.uk/filelibrary/pdf/allianz_rep_0605.pdf.



Allianz Global Investors France – Société Anonyme au capital de 10 159 600 euros – RCS Paris 352 820 252 – Siège Social: 20 rue Le Peletier, 75444 Paris Cedex 09 – Société de Gestion de portefeuille agréée par la Commission des Opérations de Bourse le 30 juin 1997 sous le numéro GP-97-063.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

AllianzGI France s'efforce d'utiliser des informations pertinentes, fiables et contrôlées. Toutefois, AllianzGI France ne saurait être tenue responsable, de quelque façon que ce soit, de tout dommage direct ou indirect résultant de l'usage de la présente publication ou des informations qu'elle contient.

La présente publication a pour seul objet de fournir à titre d'information une perspective générale de l'environnement macro économique. Par conséquent, les informations contenues dans ce document ne sont pas constitutives d'une offre commerciale ou de conseil d'ordre juridique ou fiscal. Les opinions développées dans la présente publication reflètent le jugement actuel d'Allianz Global Investors France, celui-ci étant susceptible d'évoluer à tout moment. La présente publication ne doit pas être copiée, transmise ou distribuée à des tiers sans l'autorisation écrite préalable d'Allianz Global Investors France.

Document non contractuel.

www.allianzgi.fr

Allianz Global Investors
Analyse des Marchés Capitaux et Formation Financières

Hans-Jörg Naumer
Olivier Gasquet
Dennis Nacken
Stefan Scheurer

Allianz Global Investors France – Société Anonyme
20 rue Le Peletier
75444 Paris Cedex 09